

Financer six EPR avec le livret A ?

Category: Actualité politique,Écologie,Économie
écrit par jmfouquer | 18 février 2023

Prendre sur le livret A pour financer six nouveaux EPR ? Surtout pas !

La formule traditionnelle dit que le livret A est l'épargne préférée des Français-es. Il est vrai que 55 millions de livrets sont ouverts. Serait-ce parce qu'il est garanti par l'État, exonéré d'impôts et de prélèvements sociaux ? Plafonnés à 22 950 euros, la grande majorité des dépôts ne dépasse pas le $\frac{1}{4}$ du plafond.

Fin décembre 2022, l'épargne déposée sur le livret A et le LDDS (livret développement durable et solidaire qui connaît le même régime) atteignait 509,7 milliards, dont 375,4 milliards pour le seul livret A (source CDC). Celle-ci est utilisée pour le logement social – construction ou réhabilitation – et pour les dépenses d'économies d'énergie, la transition écologique. Son taux de rémunération est passé le 1er février 2023 à 3%, toujours très nettement inférieur à l'inflation.

Prendre sur le livret A pour financer six nouveaux EPR ? Surtout pas !

Macron vient d'annoncer qu'il songeait sérieusement à prélever sur le livret A pour financer la construction de nouveaux EPR ([\(Le livret A pour financer le nucléaire\)](#)). Selon EDF, la construction de 6 EPR impliquerait des chantiers d'une dizaine d'années, pour un coût total de 46 milliards d'euros. On peut légitimement douter et des délais et du coût, compte tenu du fait que, selon la Cour des Comptes, l'EPR de Flamanville va coûter 19 milliards d'euros contre 3,3 milliards d'euros prévus au départ, la fin du chantier étant prévue pour 2024 au

lieu de 2012 initialement !

On peut aussi légitimement mettre en doute la nécessité même de ces constructions. Pour parvenir à la neutralité carbone dans la production d'énergie, RTE (réseau de transport d'électricité) détaille six scénarios. Trois d'entre eux ne font pas appel à de nouveaux EPR.

Enfin, on peut s'indigner qu'en l'absence de tout débat public sur le nucléaire, « on » décide que l'argent des petit·es épargnant·es pourrait être utilisé à autre chose qu'à sa destination principale : le logement. Les offices d'HLM éprouvent pourtant des difficultés à construire par manque de foncier disponible à un prix raisonnable, ou par manque de fonds propres. La solution logique est-elle de les aider parce que le besoin de logements est trop criant, que trop de personnes subissent le mal logement, dans des passoires énergétiques ou sont à la rue ? Non ! Pour Macron, la logique, c'est de profiter de l'aubaine d'une épargne disponible pour la détourner de son objet !

Le livret A doit rester destiné au logement social et à l'isolation des logements pour diminuer la facture énergétique.

Démanteler l'IRSN ? Encore moins !

Tout aussi grave : le gouvernement a annoncé son intention de supprimer l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) qui est le bras technique qui transmet son expertise à l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire). Les compétences de l'IRSN seraient éclatées entre 3 organismes : l'ASN, son équivalent au niveau militaire et le CEA (recherche)(([Sûreté nucléaire : la dissolution de l'IRSN inquiète](#))).

Le gouvernement voudrait accélérer toutes les procédures, alors que les préconisations des experts qui obligent les révisions et réparations (corrosion des soudures, cuves de

certaines réacteurs défectueuses, etc.), retardent le fonctionnement des centrales et pourraient retarder demain les chantiers prévus.

Mais un tel éclatement pourrait avoir des conséquences graves pour la sûreté nucléaire

En plein mouvement social pour les retraites, Macron veut maintenant nous faire avaler le nucléaire et la renonciation au droit au logement en court-circuitant les débats parlementaires ?

Pour ENSEMBLE! Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire, le livret A ne doit en aucun cas servir à financer le nucléaire au détriment du logement social et le projet de démantèlement de l'IRSN ne doit pas aboutir, car il aggraverait les risques d'origine nucléaire.

Le 13 février 2023

Danielle CHEUTON, Aline CHITELMAN

Pour compléter l'article, une pétition : [Disparition de l'IRSN](#)
[!](#)